



CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 7 novembre 2013  
(OR. fr)

15167/1/13  
REV 1

---

**Dossier interinstitutionnel:**  
**2012/0066 (COD)**

---

**CODEC 2343**  
**ENV 954**  
**ENT 286**

#### **NOTE POINT "I/A"**

---

Origine: Secrétariat général du Conseil

Destinataire: Comité des représentants permanents/Conseil

---

Objet: Proposition de directive du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs en ce qui concerne la mise sur le marché de piles et d'accumulateurs portables contenant du cadmium destinés à être utilisés dans des outils électriques sans fil et de piles bouton à faible teneur en mercure, et abrogeant la décision 2009/603/CE de la Commission (**première lecture**)  
- Adoption de l'acte législatif (**AL + D**)

---

1. Le 31 juillet 2012, la Commission a transmis au Conseil la proposition visée en objet<sup>1</sup>, fondée sur l'article 192, paragraphe 1 et l'article 114, paragraphe 1 du TFUE.

2. Le Comité économique et social a rendu son avis le 24 mai 2012<sup>2</sup>. Le Comité des régions a été consulté.

---

<sup>1</sup> doc. 8245/1/12 REV 1.

<sup>2</sup> JO C 229 du 31/07/2012, p. 140.

3. Conformément aux dispositions de la déclaration commune sur les modalités pratiques de la procédure de codécision <sup>1</sup>, des contacts informels ont eu lieu entre le Conseil, le Parlement européen et la Commission en vue de parvenir à un accord en première lecture.
4. Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture le 10 octobre 2013, en adoptant un amendement à la proposition de la Commission. Le résultat du vote du Parlement européen reflète l'accord de compromis intervenu entre les institutions et devrait donc pouvoir être accepté par le Conseil <sup>2</sup>.
5. En conséquence, le Comité des représentants permanents est invité à confirmer son accord et à suggérer au Conseil:
  - d'approuver, avec l'abstention de la délégation estonienne, la position du Parlement européen en point "A" de l'ordre du jour d'une prochaine session, telle qu'elle figure dans le document PE-CONS 55/13;
  - de décider d'inscrire au procès-verbal de cette session les déclarations figurant à l'addendum à la présente note.

Si le Conseil approuve la position du Parlement européen, l'acte législatif est adopté.

Suite à la signature par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, l'acte législatif est publié au Journal officiel de l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> JO C 145 du 30/06/2007, p. 5.

<sup>2</sup> doc. 14433/13.